



Revue de presse



Jeudi 07 Décembre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du Gouvernement : examen des projets de décrets exécutifs concernant plusieurs secteurs

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement au cours de laquelle des projets de décrets exécutifs concernant plusieurs secteurs ont été examinés, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

APN: introduction de plusieurs amendements au PLF 2024

Le projet de loi de finances (PLF) 2024, adopté, mardi, par l'Assemblée populaire nationale (APN), fait l'objet de plusieurs amendements proposés par les députés lors des débats.

Ces amendements concernent notamment l'intégration des sociétés civiles professionnelles dans le champ d'application du régime de la taxe forfaitaire, la suppression de la contribution des organes d'assurance et de réassurance de la liste des recettes du Fonds Catastrophes naturelles et Risques majeurs et ce pour préserver l'activité des compagnies d'assurance et de réassurance, et éviter d'autres charges aux citoyens.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Douanes: une journée d'information sur la vérification de l'origine des marchandises dans le cadre des accords préférentiels

Des responsables à la Direction générale des douanes (DGD) ont mis l'accent, mercredi, lors d'une journée d'information organisée à Alger, sur l'importance pour les opérateurs économiques de s'assurer de l'origine des marchandises échangées dans le cadre des différents accords commerciaux préférentiels signés par l'Algérie.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La Cosob tient une rencontre avec les acteurs du marché financier

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a tenu mercredi une rencontre avec les acteurs du marché financier dans l'objectif de renforcer la coordination et discuter des mesures permettant le développement de la place d'Alger.



Des membres de la commission des finances ont plaidé leur abandon

Les subventions mobilisent les députés

Les transferts sociaux qui ne cessent d'augmenter d'année en année coûtent cher au Trésor public.

La commission des finances et du budget de l'APN a organisé une conférence de presse à l'issue de l'adoption de la loi de finances pour l'exercice 2024. La révision de la politique des subventions de l'État en vue de cibler les catégories sociales qui en ont le plus besoin, a été évoquée. Un des membres du bureau de la commission a mis en exergue cette orientation profonde relative à « la révision des subventions publiques en les dirigeant au profit des classes vulnérables et moyennes».



Développement des investissements étrangers

La destination Algérie capte

«Il s'agit d'exploiter l'opportunité offerte par l'amélioration du climat d'investissement en Algérie.»

L'engouement sur la destination « Algérie» pour l'investissement s'intensifie et confirme les résultats de la nouvelle politique économique.

La mise en œuvre de la nouvelle loi sur l'investissement, et les mesures de facilitations d'accès au foncier économique et aux crédits bancaires, ont radicalement changé le paysage économique.



Foncier économique destiné à l'investissement : Finaliser les instructions du Président Tebboune

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du gouvernement, tenue au palais du Gouvernement, qui a porté, notamment, sur le projet de décret exécutif fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Agence nationale du foncier urbain, en exécution des instructions du président de la République relatives au parachèvement de la promulgation des décrets exécutifs relatifs au foncier économique destiné à la réalisation de projets d'investissement et au développement de l'économie nationale.



Les ambitions de la croissance

Les indicateurs de l'économie algérienne doivent s'améliorer pour pouvoir satisfaire la demande interne et répondre aux nécessités des exportations. Pour parvenir à ces objectifs, l'acte d'investir est au centre des préoccupations du gouvernement. Lors de sa réunion présidée hier par le Premier ministre Nadir Larbaoui, il a été question du projet de décret exécutif fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Agence nationale du foncier urbain, pour parachever la promulgation des textes relatifs au foncier économique, destiné à la réalisation de projets d'investissement et au développement de l'économie nationale.

Origine des marchandises : Le rôle crucial des Douanes

Des responsables à la Direction générale des Douanes (DGD) ont mis l'accent, hier, lors d'une journée d'information organisée à Alger, sur l'importance pour les opérateurs économiques de s'assurer de l'origine des marchandises échangées dans le cadre des différents accords commerciaux préférentiels signés par l'Algérie. Cette journée d'information vise à renforcer l'accompagnement sur le terrain des opérateurs et des entreprises dans leurs opérations liées à l'importation et à l'exportation.



APN : Introduction de plusieurs amendements au PLF 2024

Le projet de loi de finances (PLF) 2024, adopté, mardi, par l'Assemblée populaire nationale (APN), fait l'objet de plusieurs amendements proposés par les députés lors des débats.

Ces amendements concernent notamment l'intégration des sociétés civiles professionnelles dans le champ d'application du régime de la taxe forfaitaire, la suppression de la contribution des organes d'assurance et de réassurance de la liste des recettes du Fonds Catastrophes naturelles et Risques majeurs et ce pour préserver l'activité des compagnies d'assurance et de réassurance, et éviter d'autres charges aux citoyens.



Modernisation du secteur des Assurances : Des experts mettent en avant le rôle de la signature électronique

La signature électronique et son rôle dans l'amélioration des performances du secteur des assurances ont été au centre de la quatrième rencontre annuelle des courtiers d'assurances, tenue mercredi à Alger, sous le slogan « Modernisation du secteur des assurances, entre opportunités et défis ».



Accroissement de l'activité de la Bourse d'Alger : Un indicateur de l'attractivité du marché financier

L'activité globale de la bourse d'Alger a enregistré un accroissement de 105,8 % durant le premier semestre 2023, passant de 49,57 milliards de dinars, à la fin du premier semestre 2022 (période de référence), à 102, 02 Milliards DA, à la fin de la même période de 2023, selon un bilan des activités de la Bourse.



Mohamed Himrane, expert en finances publiques : «La réforme bancaire va améliorer la gouvernance du secteur»

Chercheur associé au Centre de recherche en économie appliqué (Cread), le professeur Mohamed Himrane aborde, dans cet entretien, les motivations de la réforme bancaire et les conditions à réunir pour sa réussite.



Loi de finances 2024 : Les exonérations fiscales les plus importantes

Le député Zine El Abidine Didiche du Front El Moustakbel, a dévoilé les exonérations fiscales prévues dans la loi de finances 2024.

Il a déclaré, lors d'une conférence de presse à l'issue du vote de la loi de finances : « Il y aura une amélioration du pouvoir d'achat du citoyen, à travers certains articles techniques qui ont été discutés, comme l'article n°5, qui concerne directement le citoyen, et cela suite à la suppression de l'impôt sur les bénéfices des sociétés » se félicite-t-il.

Obligations assimilables au Trésor : La Bourse d'Alger enregistre une augmentation de 43.89%

“Sur le marché Obligations assimilables au Trésor (OAT) avec une augmentation de 43,89% par rapport au début de l’année, l’encours global des 30 lignes cotées a atteint, au 30 juin 2023, un montant de 907 665 000 000 dinars”, souligne le rapport semestriel de la Bourse d’Alger. Il est à noter que le programme d’émission du premier semestre 2023 « a été amplifié de 593,60% par rapport à celui de 2022, passant de 41 500 000 000 dinars à 287 845 000 000 dinars ».

Rapport semestriel de la Bourse d'Alger : Accroissement de 105.80% de l'activité globale

Le rapport semestriel à fin juin, de la Bourse d’Alger indique que l’activité globale de l’institution a enregistré un accroissement important de 105,80%, passant de 49,57 Mds de dinars, à la fin du premier semestre 2022, à 102,02 Mds de dinars, à la fin du premier semestre 2023. Parallèlement, « la valeur transigée sur le marché principal a inscrit, elle aussi, une augmentation de 44,25%; les indicateurs de ce dernier ont pointé une performance modérée à la fin du premier semestre ». La capitalisation boursière « a augmenté de 11,83 Mds de dinars soit un accroissement 17,55% comparativement à la performance du marché au 31 décembre 2022 ».

Reçue à l'APN: Une mission du FMI salue la nouvelle approche d'élaboration des lois de finance

Une délégation du Fonds monétaire international, FMI, conduite par M. Chris Geiregat, a été reçue, ce mercredi, par la Commission des Finances et du Budget de l’assemblée nationale populaire, APN, a annoncé cette dernière dans un communiqué.



[APN : introduction de plusieurs amendements au PLF 2024](#)

Le projet de loi de finances (PLF) 2024, adopté, mardi, par l'Assemblée populaire nationale (APN), fait l'objet de plusieurs amendements proposés par les députés lors des débats.

Ces amendements introduits au PLF 2024 concernent notamment l'intégration des sociétés civiles professionnelles dans le champ d'application du régime de la taxe forfaitaire, la suppression de la contribution des organes d'assurance et de réassurance de la liste des recettes du Fonds Catastrophes naturelles et Risques majeurs et ce pour préserver l'activité des compagnies d'assurance et de réassurance, et éviter d'autres charges aux citoyens.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

[ÉCHANGES COMMERCIAUX : L'opérateur algérien appelé à vérifier l'origine des marchandises](#)

Les cadres de la Direction générale des Douanes ayant participé, hier, aux activités de la troisième journée d'information tenues au siège de l'Agence nationale pour la promotion du commerce extérieur (ALGEX), sous le thème « l'origine des marchandises dans le cadre des conventions référentielles » ont souligné l'importance et la nécessité pour les opérateurs économiques algériens de vérifier et de connaître l'origine des marchandises qui sont échangées dans le cadre des différents accords commerciaux différentiels signés par l'Algérie.

LE JOUR
D'ALGÉRIE
Quotidien national d'information

[Assurances: Le secteur s'oriente davantage vers la participation dans l'économie nationale](#)

Le P-DG de la Compagnie algérienne des assurances (CAAT), Nasser Sayes, a souligné, à Oran, que le secteur des assurances en Algérie s'oriente davantage vers la participation dans l'économie nationale, à travers la modernisation de sa performance, la diversification du portefeuille d'activités et de services pour répondre aux exigences des clients et aux besoins de l'économie.



هذه أهم الإعفاءات الجبائية في قانون المالية

كشف النائب البرلماني عن حركة جبهة المستقبل ديديش زين العابدين، عن الإعفاءات الضريبية المُدرجة في قانون المالية لسنة 2024.

وقال زين العابدين، خلال ندوة صحفية عقب التصويت على قانون المالية: “ سيكون هناك تحسن للقُدرة الشرائية للمواطن، من خلال بعض المواد التقنية التي تم مناقشتها على غرار المادة رقم 5 التي تعني المواطن بشكل مُباشر، حيث تتمثل في إلغاء الضريبة على أرباح الشركات بالنسبة للأشخاص الطبيعيين والمعنويين.”



العصرنة ومشروع قانون.. جديد التأمينات في الجزائر

أكد الرئيس المدير العام للشركة الجزائرية للتأمينات، ناصر سايس ”توجه قطاع التأمينات بالجزائر نحو مشاركة أكبر في الاقتصاد الوطني. عبر عصرنة أدائه وتنويع محفظة أعماله وخدماته بما يتلائم مع متطلبات الزبائن وحاجيات الاقتصاد.“

وعلى هامش ندوة نظمتها الشركة الجزائرية للتأمينات حول موضوع ”التأمين، عامل المقاومة والتنمية الاقتصادية“، ذكر سايس أنه يتعين العمل على رفع مساهمة قطاع التأمينات في الناتج الوطني الخام عبر عصرنة الأداء و تنويع الخدمات المقدمة، مبرزاً أنّ نسبة هذه المساهمة تقدّر حالياً بـ 0.7 بالمائة.



التقرير نصف السنوي يكشف عن أرقام قياسية خلال السداسي الأول

5245مليار.. نشاط إضافي لبورصة الجزائر خلال 2023

يكشف التقرير نصف السنوي لشركة تسيير بورصة القيم المنقولة عن ارتفاع ملحوظ في النشاط الإجمالي للبورصة خلال سنة 2023، عادل 105.80 بالمائة بزيادة قدرت تحديدا بـ 52.45 مليار دينار، أي 5245 مليار سنتيم، كما ارتفعت القيمة السوقية بمقدار 11.83 مليار دينار.

APN Introduction de plusieurs amendements au PLF 2024



Le projet de loi de finances (PLF) 2024, adopté, mardi, par l'Assemblée populaire nationale (APN), fait l'objet de plusieurs amendements proposés par les députés lors des débats. Ces amendements concernent notamment l'intégration des sociétés civiles professionnelles dans le champ d'application du régime de la taxe forfaitaire, la suppression de la contribution des organes d'assurance et de réassurance de la liste des recettes du Fonds Catastrophes naturelles et Risques majeurs et ce pour préserver l'activité des compagnies d'assurance et de réassurance, et éviter d'autres charges aux citoyens. Les amendements proposés au vote ont été examinés par la Commission des finances et du budget de l'APN en présence des

primés par certaines institutions et départements ministériels, permettra de prendre en charge la mise en œuvre des décisions des pouvoirs publics. Il s'agit notamment de finaliser l'augmentation des salaires, de renforcer les investissements publics et de développement au niveau national, tout en poursuivant les efforts de rattrapage au profit de certaines wilayas. Pour sa part, le président de l'APN a affirmé dans une allocution à cette occasion, que l'Algérie, qui a réussi à surmonter avec souplesse et flexibilité les crises internationales ayant impacté la plupart des économies du monde, consacre, à travers ce texte, le rôle de l'Etat dans la préservation du pouvoir d'achat des citoyens et dans l'ajustement des comptes du budget.

délégués de leurs auteurs et des représentants du ministère des Finances. Au total, 36 amendements ont été soumis à la commission par le bureau de l'APN, certains ont été rejetés pour plusieurs raisons expliquées dans le rapport complémentaire de la commission, et d'autres retirés par leurs auteurs après les débats. Dans son rapport complémentaire, la commission a recommandé d'augmenter la valeur des montants en devises à l'entrée ou à la sortie des voyageurs du territoire national, d'orienter les recettes annuelles de la taxe d'habitation pour l'entretien et la réhabilitation des anciennes bâtisses, et d'accélérer l'élaboration du projet de loi sur la fiscalité locale pour permettre la mise en place des réformes nécessaires en la matière.

Mardi, les députés avaient adopté à la majorité le projet de loi de finances lors d'une plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faid, et de plusieurs membres du gouvernement. A l'issue du vote, le ministre des Finances a déclaré que l'exécution du nouveau budget est à même d'opérer la stabilisation de la situation économique, en ce sens que l'augmentation des dépenses, en tenant compte des besoins ex-

Le projet de loi consacre par ailleurs, ajoute M. Boughali, «un modèle de gouvernance efficace qui repose sur la rationalisation de la gestion des ressources et leur adaptation aux conjonctures internationales et économiques et apporte une vision claire quant aux besoins sur le plan interne mais aussi une vision prospective et clairvoyante pour la réalisation du développement». «La nouvelle loi vient, à la fois, renforcer les acquis obtenus et opérer un développement équilibré entre les régions», a-t-il soutenu. Dans ce contexte, M. Boughali s'est félicité des visites d'inspection effectuées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour s'enquérir de la réalité du développement dans les régions qui connaissent une dynamique supplémentaire à même de contribuer à l'accélération de la cadence de réalisation des projets.

La dernière visite du Président de la République dans la wilaya de Tindouf où il a procédé au lancement des projets d'envergure et de l'injection de revenus supplémentaires témoigne, a soutenu, M. Boughali, «de la volonté forte et sincère d'opérer le développement et le décollage économique qu'il s'est engagé à réaliser».

A TRAVERS UN PROCESSUS DE MODERNISATION AXÉ SUR LE NUMÉRIQUE

La CAAT poursuit sa mue

L'assurance facteur de résilience et redéveloppement économique est l'intitulé du séminaire (Parteners Day) organisé par la Compagnie algérienne des assurances (CAAT) le 5 décembre à Oran. Industriels, cadres d'entreprises ou experts du secteur des assurances ont pris part à cet événement portant sur la situation et les perspectives de la compagnie elle-même mais aussi sur les défis qui attendent l'ensemble du secteur. Présente dans divers secteurs d'activité allant de l'industrie, du raffinage et de la pétrochimie à la production électrique et de l'eau (dessalement, barrages) en passant par le transport notamment maritime, la CAAT est un acteur majeur dans le paysage national et dont la croissance, précisent ses dirigeants, n'a jamais failli depuis sa création en 1985. «La compagnie a déboursé entre 13 et 14 milliards de dinars par an durant cette dernière période», a indiqué Houssine Bouarour, directeur général adjoint chargé des affaires techniques et commerciales qui s'est exprimé à cette occasion. A titre illustratif, le sinistre du complexe GNL de Skikda, survenu en 2004, a vu la CAAT déboursier l'équivalent de 450 millions de dollars.

Parmi les autres exemples évoqués figurent Repsol (2,8 milliards de dinars), Fertil (6,5 entre 2021 et 2022), Sonelgaz (4,2 entre 2017 et 2019), Sonatrach (4,3 entre 2019 et le règle-

ment survenu en 2020), le port de Bejaia (295 millions de dinars), un sinistre à Constantine (162 millions de dinars), etc. Cela pour dire que la Compagnie a toujours tenu ses engagements d'où la notation dont elle bénéficie (B et B+) attribuée par l'agence AM Best et concernant entre autres la fiabilité financière. «Le secteur exige une perpétuelle adaptation est c'est ce à quoi on s'attelle à la CAAT», indique-t-on encore en annonçant comme axe majeur un «processus de modernisation avec la promotion d'un certain nombre de services numériques dont la vente de produits en ligne en parallèle avec le souci de développer les produits et d'étoffer le réseau commercial». Le souci de la modernisation est appuyé par Nacer Saïb, président-directeur général (PDG) de la compagnie pour qui «le pays recèle un potentiel économique énorme et ce qui reste, c'est définir ce sont les mécanismes qu'il faut mettre en œuvre pour mettre en pratique et atteindre les objectifs de la nouvelle vision économique prônée par les pouvoirs publics, une économie plus ouverte, plus diversifiée, etc».

«Le monde des assurances qui attend la présentation d'un projet de loi pour bientôt est partie prenante de cette vision et, hormis la nouvelle loi sur l'investissement, l'ouverture du capital de deux banques publiques apparaît déjà comme un indicateur de la volonté des autorités à

aller sur cette voie», ajoute-t-il. Selon lui, pour le moment, le secteur ne contribue qu'à hauteur de 0,7% du PIB contre 7% de moyenne mondiale. Pour ce qui est du financement de l'économie nationale, le taux est de 4% correspondant à 300 milliards de dinars, là aussi jugé faible.

Le lien intime entre l'essor économique et le développement du marché des assurances a été souligné avec force, mais pour certains produits, l'existence d'un marché financier est tout aussi nécessaire. C'est le cas à titre d'exemple de l'assurance-vie, vue comme de l'épargne à long terme. Dans son exposé, le même responsable donne des exemples de pays (Allemagne notamment) où les assurances sont présentes dans les capitaux industriels. Qui dit assurance dit réassurance, et la CAAT est le premier client de la Compagnie centrale de réassurance (CCR), la seule compagnie algérienne de ce type avec une position dominante en Algérie (65%) et plusieurs régions du monde (en tout 51 marché pour 173 clients). Intervenant durant la rencontre, Bensaidi Abdellah, son PDG, a lui aussi évoqué les perspectives de développement de l'activité de la compagnie qu'il représente. En 2024, la CCR, par ailleurs bien notée (B+) par l'agence AM Best pour sa stabilité financière, compte s'introduire en Amérique Latine.

Djamel Benachour

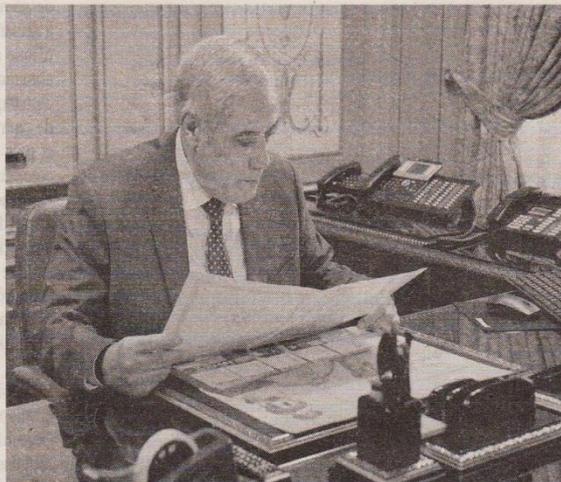
FONCIER URBAIN, LOGEMENT ET CINÉMA

Le gouvernement finalise plusieurs projets de décrets

● Les investissements publics consentis en faveur des wilayas affichant des retards en matière de développement, notamment en ce qui concerne les infrastructures de base, viennent, faut-il le souligner, en appui des programmes destinés précédemment aux zones dites d'ombre et aux autres plans de développement des régions frontalières.

Le gouvernement a examiné hier, lors de sa réunion hebdomadaire, plusieurs dossiers, dont notamment le projet de décret exécutif fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Agence nationale du foncier urbain, a indiqué un communiqué du Premier ministre. L'examen de ce projet de décret s'inscrit dans le cadre de l'exécution des instructions du président de la République relatives au «parachèvement de la promulgation des décrets exécutifs ayant trait au foncier économique destiné à la réalisation de projets d'investissement et au développement de l'économie nationale», a ajouté la même source.

Le gouvernement a également examiné, sous la présidence du Premier ministre, Nadir Larbaoui, un projet de décret exécutif portant affectation de terrains pour la réalisation de logements et d'équipements publics au niveau de certaines communes de la wilaya Tissemsilt. Cette démarche a pour objectif d'assurer le suivi de la mise en œuvre du programme complémentaire de développement décidé par le chef de l'Etat au profit de cette wilaya, a précisé le communiqué. En novembre 2022, l'ancien Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, avait annoncé l'affectation d'une enveloppe de 100 milliards de dinars pour la réalisation de près de 90 projets de développement dans le cadre de la concrétisation



Le Premier ministre Nadir Larbaoui

du programme de développement complémentaire à Tissemsilt. Ce programme permettra d'«amorcer une relance socioéconomique dans tous les domaines au niveau de cette wilaya historique et révolutionnaire qui pâtit du sous-développement» et qui n'a pas bénéficié «de projets de développement structurants» comme il se doit, avait-il déclaré à la presse. Il a indiqué que les principaux secteurs à avoir bénéficié du plus grand nombre de projets sont les travaux publics, les ressources en eau et les grands ouvrages. Ces projets devront «désenclaver définitivement

la wilaya (Tissemsilt) et garantir l'eau potable et l'eau d'irrigation», avait-il assuré. Cette série de mesure en faveur de Tissemsilt, considérée comme étant parmi les régions les plus défavorisées du pays, a été entérinée lors d'une réunion gouvernementale tenue au siège de la wilaya, la deuxième du genre à se tenir en dehors du Palais du gouvernement à Alger, après que Khenchela ait accueilli une réunion similaire, en décembre 2021.

Ces investissements publics consentis en faveur des wilayas affichant des retards en matière de développe-

ment, notamment en ce qui concerne les infrastructures de base, viennent, faut-il le souligner, en appui des programmes destinés précédemment aux zones dites d'ombre et aux autres plans de développement des régions frontalières. Promus au rang de priorité nationale par le gouvernement, ces programmes s'inscrivent dans une logique de développement territorial ciblant prioritairement les wilayas où les inégalités sont les plus importantes. Ils intègrent, en outre, une panoplie d'instruments prévue par le Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) permettant d'évaluer les efforts déployés par l'Etat dans le cadre du développement durable, l'équité et l'attractivité du territoire dans toutes ses composantes.

Par ailleurs, la réunion du gouvernement a abordé la version modifiée de l'avant-projet de loi relative à l'industrie cinématographique à la lumière des directives données par président Tebboune appelant à enrichir le projet, en tenant compte des résultats des assises nationales de consultation avec les acteurs et les professionnels de l'industrie cinématographique. L'avant-projet doit, en outre, répondre aux aspirations des jeunes qui souhaitent se spécialiser dans ce domaine, ainsi que la mise en place d'un mécanisme bien défini pour son financement, lit-on dans le communiqué. **M. Abdelkrim**

أشاد ببعث مشروع غارا جبيلات والعناية بقطاع الإعلام.. مجلس الأمة؛ قانون المالية.. بلورة براغماتية على نهج الحدائثة في الديمقراطية والعدالة

وفي هذا الصدد، جدد المكتب «ثبات الجزائر بقيادة السيد رئيس الجمهورية، على موافقتها الداعمة للشعوب المضطهدة السائرة على درب التحرير والانعتاق»، مع التأكيد بأن «القضيتين الفلسطينية والصحراوية، تمثلان صدر أولويات السياسة الخارجية الجزائرية، التي تجدد دعوتها من أجل تحرك جدي من الأطراف الدولية الفاعلة لاتخاذ خطوات تصبو إلى حل عادل ومنصف للقضيتين، وفقا لأحكام القانون الدولي والمقررات الأممية ذات الصلة». في سياق آخر، ضبط مكتب مجلس الأمة مشروع الجدول الزمني للجلسات العلنية المقررة ما بين 11 و14 ديسمبر، حسب ما أورده بيان للمجلس.

وتضمن هذا الاجتماع، ضبط مشروع الجدول الزمني للجلسات العامة لمجلس الأمة في الفترة ما بين 11 و14 ديسمبر، إضافة إلى إثبات عضوية عضو جديد في مجلس الأمة بعنوان الثلث الرئاسي، وعرض مشروع ميزانية المجلس خلال سنة 2024.

ووفقا لذات المصدر، استهل الاجتماع وبعد افتتاح رئيس مجلس الأمة للجلسة، بتنويه مكتب مجلس الأمة الموسع بمضامين نص القانون المتضمن قانون المالية لسنة 2024. وفيما يتعلق برزنامة عمل مجلس الأمة خلال الفترة القادمة، فقد تقرر استئناف الجلسات العلنية، ابتداء من صباح يوم الاثنين 11 ديسمبر، لتقديم ومناقشة نص القانون المتضمن قانون المالية لسنة 2024، لتتواصل المناقشة يوم الثلاثاء 12 ديسمبر، تليها تدخلات رؤساء المجموعات البرلمانية، على أن يتم إبداء الرأي بشأن هذا القانون في جلسة عامة تعقد يوم الخميس 14 ديسمبر 2023.

وأضاف نفس المصدر، أنه وفيما يتعلق بإثبات عضوية العضو الجديد المعين من طرف السيد رئيس الجمهورية، في مجلس الأمة بعنوان الثلث الرئاسي، فقد «تقرر عرضه أثناء الجلسة العامة التي تعقب اجتماع اللجنة المختصة بهذا الشأن، على أعضاء المجلس للمصادقة عليه».

ويخصوص مشروع ميزانية مجلس الأمة لسنة 2024، وبعد الاستماع إلى العرض الذي قدمه الأمين العام للمجلس، تم «تبادل الرؤى ووجهات النظر حول المشروع، وقرر مكتب المجلس إحالتها على لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية وذلك عملا بأحكام البند 130 من النظام الداخلي لمجلس الأمة».

أشاد، أمس الأربعاء، مكتب مجلس الأمة، المجتمع برئاسة صالح قوجيل، بـ«الديناميكية التي شهدتها الساحة الوطنية مؤخرا، لاسيما قطاع المناجم وإشراف رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، على بعث مشروع منجم غارا جبيلات، واستغلال المكنونات الباطنية، وذلك ابتغاء لتنويع المصادر الخلاقية للقيمة المضافة، المدرة للثروة والمحفزة للاستثمار الداخلي والخارجي، مما يعد بارقة أمل لسكانة الجنوب عموما وسكانة تندوف على وجه الخصوص».

اعتبر مكتب المجلس، أن قانون المالية يعد «بلورة براغماتية بالفعل، من خلال التأكيد على السير بالبلاد على نهج الحدائثة في الديمقراطية والعدالة والحقوق للجميع»، وهو ما «يدلل رأسا -حسب البيان- على أن جينات الجزائر الجديدة هي بحق جينات نوفمبرية تترف من حياض الجزائر النوفمبرية الاجتماعية، ومتشعبة بمبادئها وغاياتها».

وبارك مكتب مجلس الأمة، خلال اجتماعه الموسع لرؤساء المجموعات البرلمانية والمراقب البرلماني، لأسرة الصحافة والإعلام «المكانة التي يواهم إياها السيد رئيس الجمهورية، والعناية التي حضم بها بإقراره إطارا قانونيا جديدا للمهنة وتمكينهم من تسهيلات عملية لفائدة منتسبيها».

كما أبدى بالمناسبة، إعجاب بالوثبة النشطة والانتقال النوعي الذي حققته المؤسسات الناشئة. وما غدت تحته في النسيج المؤسساتي الوطني الذي يخط مساره السيد رئيس الجمهورية، مع تثنين وتقدير «حجم التسهيلات والتحفيزات المقدمة للشعب الفلاحية، وما تعلق بالنظرة المتجددة للسيد رئيس الجمهورية الرامية إلى النهوض الفعلي بقطاع الفلاحة في الجنوب وما يفضي إلى تحقيق رهان الاكتفاء الذاتي المستدام وفك الارتباط بعائدات المحروقات».

على صعيد الراهن الدولي -مثلما أشار إليه البيان- «وفي وقت تستمر معاناة الفلسطينيين الذين يتعرضون لأذى البطش والدمار والتهجير والتجويد، في صورة مهينة للبشرية جمعاء، تتناهى جملة وتفصيلا مع شروط التمدن والحس الحضاري، فلان مكتب مجلس الأمة ينحني أمام جسيم تضحيات الشعب الفلسطيني، الذي قدم ولا يزال الآلاف من الشهداء».

إدراج عدة تعديلات على مشروع قانون المالية لسنة 2024

بعد المناقشات، وفي تقريرها التكميلي، أوصت اللجنة بضرورة رفع قيمة المبالغ المالية بالعملة الصعبة عند دخول أو خروج المسافرين من الإقليم الوطني، توجيه ناتج الرسم السنوي على السكن لصالح صيانة وتهيئة العمارات القديمة، الإسراع في إعداد مشروع قانون الجباية المحلية بما يمكن من إرساء الإصلاحات اللازمة في هذا المجال.

■ ق/و

التأمين، وعدم إضافة تسديد أعباء أخرى تكون على عاتق المواطن. وتمت دراسة التعديلات المقترحة على التصويت من طرف لجنة المالية والميزانية للمجلس بحضور مندوبي أصحابها وممثلي وزارة المالية. وبلغ عدد التعديلات المقترحة 36 تعديلا أحيل على اللجنة من طرف مكتب المجلس، غير أن بعضها رفض لعدة أسباب تم توضيحها في التقرير التكميلي للجنة، كما سحبت بعض التعديلات من طرف أصحابها

تضمن مشروع قانون المالية لسنة 2024، والذي صادق عليه المجلس الشعبي الوطني الثلاثاء، عدة تعديلات اقترحها النواب خلال مناقشتهم. وتتضمن هذه التعديلات على وجه الخصوص إدراج الشركات المدنية المهنية، ضمن مجال تطبيق نظام الضريبة الجزافية، وإلغاء مساهمة هيئات التأمين وإعادة التأمين من قائمة إيرادات صندوق الكوارث الطبيعية والمخاطر الكبرى وهذا حفاظا على نشاط شركات التأمين وإعادة

المديرية العامة للجمارك تشرحها للمتعاملين الاقتصاديين

تسهيلات التجارة الخارجية في إطار الاتفاقيات التفاضلية

فاتح . ع

للاستفادة من الامتيازات الجبائية الممنوحة في إطار هذه الاتفاقيات التفاضلية.

وأكد المراقب العام، أن الامتيازات الممنوحة في إطار منطقة "زليكاف"، أو في إطار الاتفاقيات الأخرى التي وقعتها الجزائر كبيرة، لاسيما وأنها تسمح بإعفاء كلي، تقريبا، للمنتوجات المتبادلة في إطار هذه الاتفاقيات، مما يمكن المتعاملين الاقتصاديين الجزائريين من دخول الأسواق العالمية وتكون منتجاتهم تتأقسية مقارنة بالمنتجات الأخرى.

وفي تصريح صحفي، أشار المراقب العام إلى أن مراقبة المتعاملين الاقتصاديين من طرف إدارة الجمارك، عبر هذه الأيام التحسيسية، يدخل في إطار دعمهم ميدانيا في مجال نشاطهم التجاري، بهدف الرفع من صادرات الجزائر خارج المحروقات، مؤكدا أن الجمارك تحاول دائما تذليل العقبات التي تعترض عملية الرفع من الصادرات، وتمكينها من ولوج الأسواق العالمية وخاصة الإفريقية منها.

على تبسيط المفاهيم وشرح البنود التي جاءت في الاتفاقيات التفاضلية، لافتة إلى أن هذه الأخيرة تسمح بالرفع من تنافسية المنتج الجزائري، باعتبار أن قواعد المنشأ تعتبر إحدى القواعد الأساسية المنظمة للتجارة الخارجية بين الدول، ويندا محوريا في مختلف الاتفاقيات التجارية الإقليمية والدولية.

من جهته، استعرض نائب مدير أسس الضريبة بالمديرية العامة للجمارك، المراقب العام، مراد عمي، في مداخلة له، المزايا التي جاءت بها منطقة التجارة الحرة القارية الإفريقية "زليكاف"، التي أكد أنها ثاني أكبر تجمع تجاري بعد المنظمة العالمية للتجارة، نظرا للعدد الكبير للدول الأعضاء فيها.

وأشار إلى أنه عند دخول منطقة "زليكاف" حيز التطبيق الفعلي، ستصبح "كل الأسواق العالمية تقريبا مفتوحة أمام المنتج الجزائري"، لافتا إلى أن منشأ البضائع يعتبر عنصرا هاما وفعالاً، وأنه الشرط الأول

أكد مسؤولون بالمديرية العامة للجمارك، الأربعاء، خلال يوم إعلامي بالجزائر العاصمة، على أهمية تأكد المتعاملين الاقتصاديين من منشأ البضائع التي يتم تبادلها في إطار الاتفاقيات التجارية التفاضلية المختلفة التي وقعتها الجزائر.

وتم تنظيم هذا اليوم الإعلامي الثالث من نوعه حول "منشأ البضائع في إطار الاتفاقيات التفاضلية" من طرف المديرية العامة للجمارك، بالتنسيق مع الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة وكذا الوكالة الوطنية لترقية التجارة الخارجية "ألجكس"، تحت شعار "مراقبة المؤسسات من أجل دعم الإنعاش الاقتصادي"، وذلك في إطار تعزيز المرافقة الميدانية للمتعاملين والمؤسسات الاقتصادية في عملياتهم المتعلقة بالاستيراد والتصدير.

وقدمت رئيسة مكتب منشأ البضائع، العميد فاتن بوخروب، في مداخلة لها، توضيحات للمتعاملين الاقتصاديين حول مختلف التسهيلات والإجراءات الجمركية التي تهمهم في مجال التجارة الخارجية، لاسيما ما تعلق بالاتفاقيات التفاضلية التي وقعتها الجزائر مع كل من الاتحاد الأوروبي، تونس أو في إطار المنطقة العربية الكبرى للتبادل الحر.

وأكدت أنه يتمين على المتعامل الاقتصادي أن يكون على دراية بقواعد منشأ البضائع التي تختلف باختلاف الاتفاقيات المبرمة بين الأطراف، وذلك لتمكينه من الاستفادة من مختلف المزايا التفضيلية المدرجة ضمن هذه الاتفاقيات، وكذا تثمين المنتوجات الجزائرية عبر إضافة صفة "منشأ جزائري" عليها، تجسيدا لمساعي السلطات العمومية الرامية لدعم الإنعاش الاقتصادي، عبر تشجيع الإنتاج المحلي ودعم الصادرات خارج المحروقات. وعملت العميد بوخروب، خلال مداخلتها،

الخبير المالي والاقتصادي، محفوض كاوي، لـ"الخبر" انكماش العرض.. ازدياد الطلب السبب الرئيسي وتواصل الارتفاع متوقع



محفوض كاوي

قبل الخواص تدفع كذلك أسعار صرف الدينار في مقابل العملة الصعبة، خاصة العملة الأوروبية الموحدة "الأورو"، إلى الارتفاع، فالعديد من المواطنين يفضلون استيراد السيارات من أوروبا، لاسيما أولئك الذين يملكون رخصا معيَّنة، وإذا عوامل متعلقة بالعرض والطلب في كل مرة.

الارتفاع في أسعار العملة الصعبة في السوق الموازية يتزامن أيضا ومساعي السلطات العمومية في إطلاق نشاط مكاتب الصرف، هل هذا الأمر يؤثر في رأيكم؟

● لا أعتقد أن هذه الخطوة تؤثر سلبا على مسار أسعار "الدوفيز" في السوق الموازية، والعمل بطريقة أوبأخرى على ارتفاع سعر صرف العملة الصعبة، فالمصادر التي من الممكن أن تجلب منها مكاتب الصرف العملة محدّدة، وطريقة عملها مسطرة في التنظيم الصادر في الجريدة الرسمية.

هل تعتقد أن وتيرة ارتفاع سعر العملة الصعبة مرشحة للاستمرار؟

● أرى أنّ وتيرة ارتفاع أسعار صرف العملة ستتواصل بل ستزداد، حيث أننا نعيش جمودا يصل حدّ التراجع في العرض تقابلها في الطلب، بالنظر إلى أنّ المؤشرات الحالية ستسمر، فكما تحدثنا في السابق، الطلب مرتفع وإقبالنا على فترة شهر رمضان التي تليها مرحلة عطلة الصيف بعد بضعة أسابيع، يجعل أهمّ العملات ترتفع في السوق السوداء، لارتباطها بتزايد الطلب لتغطية نفقات العمرة أو رحلات السياحة. وبالتالي، فإنّ بلوغ سعر 240 دينار مقابل كل واحد أورو غير مستبعد، إذا تواصلت نفس المعطيات.

حاوره: سعيد بشار

يوكد الخبير في الشأن المالي والاقتصادي، محفوض كاوي، في هذا الحوار المقتضب مع "الخبر"، على تأثير ظاهرة العرض والطلب للعملة الصعبة على سعر صرفها في السوق الموازية، مشيرا إلى جملة المعطيات التي تجعل هذا النوع من النشاطات يتعش في الفترة الأخيرة.

ارتفعت أسعار العملة الصعبة في السوق السوداء، ما هي أسبابها في نظركم؟

● السبب الرئيسي لارتفاع أسعار العملة الصعبة في السوق السوداء، في نظري، هو اختلال المعادلة بين العرض والطلب، من منطلق أنه المبدأ الرئيسي الذي يحكم منحى تجارة العملة الصعبة، وبالتالي، فإنّ ارتفاع مستويات الطلب بالمقارنة مع انكماش العرض في الفترة الأخيرة يدفع سعر صرف العملة الصعبة نحو الارتفاع، لاسيما بالنظر إلى الحركية الملاحظة في مجال السفر والرحلات إلى خارج البلاد، وفي مقدمتها نشاط العملة والحج التي تجعل كل من يرغب في السفر يلجأ إلى السوق الموازية، لتأمين احتياجاته من "الدوفيز".

يضاف إلى هذا السبب ما لاحظناه على بعض المواطنين ممن يملك سيولة مالية، وتفضيلهم اتّخار أموالهم بالعملة الصعبة، بعد تحويلها من الدينار الجزائري، وذلك كحل للحفاظ على قيمة المدخرات، وكنتيجة إلى هذا يزيد الطلب على العملة الصعبة، ويرتفع في الوقت نفس سعرها في السوق الموازية.

أشركتم إلى معادلة العرض والطلب، هل هذا الأمر يرتبط بفتح المجال لاستيراد السيارات الأقل من 3 سنوات؟

● نعم، يعتبر أيضا إعادة فتح المجال لاستيراد السيارات الأقل 3 سنوات عاملا إضافيا يدعم فرضية ارتفاع الطلب على العملة الصعبة، في وقت تعتبر السوق الموازية مصدرها الأساسي، بل الوحيد، فالمواطن المقبل على هذا النوع من المعاملات لا يستفيد من العملة الصعبة (ثمن السيارة والإجراءات المرافقة لها) من البنوك، إذ لا بد من توفيرها من المصادر أخرى. إلى جانب هذا، فإنّ ظاهرة استيراد السيارات الجديدة من

ارتفاع محسوس لسعر صرف الأورو والدولار في سوق العملة الموازية

العملة الأوروبية بـ238 دينار والورقة الخضراء بـ220 دينار

شهد سعر صرف العملة الصعبة في السوق الموازية ارتفاعا محسوسا، خلال الفترة الأخيرة، بالغا مستويات عالية، حيث شهدت أسعار صرف العملة الأوروبية الموحدة الأورو ارتفاعا، حيث وصل سعر 100 أورو في السوق السوداء إلى 23800 دينار جزائري لدى البيع و23600 دينار جزائري لدى الشراء.



حفيظ صواليبي

● حسب آخر التعاملات، المسجلة هذا الأسبوع، فقد بلغ سعر الأورو في السوق الموازية ما يعادل 236.00 دينار جزائري للشراء مقابل 238.00 دينار جزائري للبيع، أما الدولار الأمريكي فقد بلغ 218.00 دينار جزائري للشراء مقابل 220.00 دينار جزائري للبيع، مسجلا بذلك استقرارا نسبيا.

وأعاد فتح استيراد السيارات خاصة الجديدة منها، موازاة مع الترتيبات الخاصة بفتح مكاتب الصرف وموسم العطل، الحركة إلى "بورصة السكوار للعملة"، مع انتعاش في قيمة صرف العملات، على خلفية ارتفاع الطلب في الأسواق الموازية، وعودة اتساع هوة أسعار الصرف بين السوق الرسمية والموازية، كما يدفع اقتراب نهاية السنة والعطل إلى انتعاش التعاملات. في نفس السياق، بلغ التداول بالنسبة للجنه الاسترليني، في السوق السوداء، ما قيمته 263.00 دينار جزائري للشراء وما يعادل 265.00 دينار جزائري للبيع. وفي المقابل، يبلغ سعر صرف الدينار مقابل الدولار الكندي عند 156.00 دينار جزائري للشراء و158.00 دينار جزائري للبيع في سوق الصرف الموازي،

الأورو والدولار الأمريكي، عرف انتعاشا، لاسيما في الأيام الماضية، مع تسجيل طلب عليهما، متوقعين أن يشهد سوق العملة الموازية انتعاشا، خاصة مع اقتراب نهاية السنة. أما الخبراء الاقتصاديون، فإنهم يشيرون إلى عوامل دافعة، منها عودة نشاط استيراد السيارات، وزيادة الطلب على العملة، مع نهاية السنة.

ح. ص

الدولار الأمريكي في السوق الرسمي للفترة ما بين 06 و08 ديسمبر 2023 نحو 134.46 دينار لدى الشراء و134.47 دينار لدى البيع، كما بلغ سعر الجنيه الاسترليني، من جهته، 169.39 دينار لدى الشراء و169.47 دينار لدى البيع في التعاملات الرسمية. واعتبر بائعون للعملة في سوق "سكوار" بالعاصمة، لـ"الخبير"، أن "سعر تداول العملات، خاصة

بينما قدر سعر صرف العملة الوطنية مقابل الفرنك السويسري بـ242.00 دينار لدى الشراء و244.00 دينار لدى البيع. وفي سياق متصل، استقر سعر الدينار الجزائري على مستوى معاملات السوق الرسمية عند 145.10 دينار للبيع و145.14 دينار لدى الشراء، مقابل العملة الأوروبية الموحدة "الأورو"، ويفوق بالموازاة مع هذا في معاملات الصرف في السوق السوداء، وهو التوجه الملاحظ على سعر "الدوفيز" إجمالا، فيما سجل سعر



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz

You
Tube

وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger